



Congrès

Un contrat pour 1989

Texte d'orientation

Lors de son Congrès de Bourg en Bresse, le PSU a appelé à la constitution d'un mouvement socialiste, autogestionnaire et écologiste.

Dans ce sens, il s'est engagé dans plusieurs initiatives :

-celle de collectifs alternatifs locaux : ils ont permis dans un certain nombre de villes et départements (Maine et Loire, Haut-Rhin et Dordogne) la constitution d'une quarantaine de groupes militants significatifs. Ancrés dans les réalités locales, ils ont parfois sous-estimé le champ politique national institutionnel et médiatisé d'une société centralisée.

Les coordinations d'Angers, puis de Nantes ont permis un échange sur les pratiques de ces collectifs. Leur refus explicite d'une synthèse politique les a désarmés face aux dynamiques des campagnes Juquin et Waechter.

Démonstratrices de disponibilités militantes locales, les tentatives de coordination des pratiques de contrôle et d'initiative à la base menées parallèlement par ces collectifs alternatifs sur le terrain et par la Fédération des Elus Autogestionnaires (FEA) dans l'institution municipale sont significatives des limites d'une volonté de reconstruction par "en bas" du mouvement autogestionnaire.

Arc en Ciel a été un lieu de confrontation et d'élaboration d'un

projet politique qui a permis l'affirmation d'un courant écologiste progressiste (avec notamment des Verts minoritaires) et une réflexion nouvelle sur les formes d'organisation impulsée à partir des Assises de Villeurbanne (octobre 1987).

Privilégiant un projet alternatif aux marges du champ social (expériences alternatives de base, les exclus de la société duale), sous-estimant la permanence d'un certain nombre de combats (notamment dans les entreprises), il demeure aujourd'hui un collectif de réflexion aux possibilités d'action limitées. Ainsi le courant syndicaliste présent lors des premières assises d'Arc en Ciel à St Denis (mars 1987) et qui devait se retrouver autour de la revue Collectif s'est largement désinvesti de cette démarche.

La crise du PC et le développement des mouvements sociaux ont soulevé l'espoir d'un rassemblement militant d'envergure autour des comités de soutien à la candidature Juquin. Cette campagne a révélé la disponibilité de milliers d'animateurs de luttes à faire ou refaire de la politique dans une perspective de transformation sociale.

La crise du PC n'a pas dégagé des couches militantes aussi importantes que nous l'espérons. De plus, la révolution culturelle qui s'inscrivait pourtant en filigrane

dans le premier manifeste des Rénovateurs « la révolution camarades » ("l'autogestion est un enjeu moderne de la lutte des classes") n'a pas été menée à son terme.

Au sein des comités, ces contradictions politiques d'embrées présentes (projet rouge-vert, parti révolutionnaire, PC-bis) ont été accentuées par l'échec électoral.

Malgré un début prometteur la campagne n'a pas fait apparaître un projet clair et nouveau.

Faute d'une perspective mobilisatrice les comités se sont sensiblement affaiblis depuis l'été, reflux accentué par les refus organisationnels au sein de la LCR et du MRC.

Aujourd'hui les militants PSU partagent l'essentiel des interrogations et des désillusions de celles et ceux qui s'étaient (re)mobilisés dans les comités.

Le Congrès du PSU à Angers tire les leçons des insuffisances de ces initiatives comme des expériences menées par d'autres autogestionnaires à travers des clubs, des fondations et des pratiques localisées : confrontés au rejet légitime des pratiques d'embrigadement et de centralisme nous ne pouvons pour autant flatter le basisme et le refus de structures organisationnelles. Soucieux d'ouvrir le mouvement tout en garantissant une démarche autogestionnaire, écologiste et unitaire, nous nous devons d'aborder franchement les contradictions qui traversent les courants que nous souhaitons voir se regrouper.

Nous avons surestimé les rythmes de la crise du PC, les conséquences de l'ouverture à droite du PS et la faiblesse organi-

sationnelle des Verts.

Par ses succès électoraux locaux le PC stabilise des positions acquises dans le cadre de l'Union de la gauche, le PS conforte son hégémonie parlementaire à travers l'élargissement à droite de la majorité présidentielle, au détriment des aspirations de sa base sociale et au prix de l'accentuation de ses contradictions internes. Le parti des Verts s'est construit sur la seule identité verte (contradiction homme/ nature). Tentant de monopoliser l'identité écologiste pour la faire fructifier sur le terrain électoral, il parvient à capter une partie significative de l'électorat exprimant un rejet justifié du jeu politique traditionnel.

Son impact électoral ne doit pas masquer sa faiblesse militante ni le fait qu'il tire une partie de sa légitimité des liens avec les organisations vertes européennes dont les orientations et les pratiques sont souvent différentes des siennes.

Même si ces situations peuvent évoluer, soit au travers de la montée actuelle des luttes sociales, soit à l'issue des municipales et des européennes, et peuvent renforcer ceux qui estiment nécessaire la construction d'un mouvement alternatif à gauche, démonstration est faite que l'émergence de cette nouvelle force politique ne jaillira pas spontanément des anciennes en crise.

Des secteurs importants ne sont pas prêts aujourd'hui à s'intégrer ni aux forces politiques qui ont soutenu Pierre Juquin ou qui pourrait naître des Comités, ni au parti vert : écologistes de gauche, militants syndicalistes, antiracistes et féministes... sont indispensables à l'émergence de cette nouvelle

force mais ils ne s'engageront pas dans une dynamique crédible de regroupement.

Le PSU a soutenu et a participé à la clarification du projet politique des Comités d'initiative pour une nouvelle politique à gauche qui a permis l'affirmation d'une orientation cohérente socialiste autogestionnaire, écologiste et unitaire qui a abouti à la constitution de la Nouvelle Gauche.

Cette organisation en construction à laquelle participent de nombreux membres du PSU sera notre partenaire naturel pour l'année qui vient. En même temps le PSU appelle les autogestionnaires, les écologistes toutes les forces alternatives à participer en 1989 au rassemblement pour cette nouvelle force politique, démarche dans laquelle nous entendons nous engager collectivement.

C'est bien de la fusion unificatrice de ces courants au terme d'une élaboration collective et d'une pratique commune qu'il s'agit.

Cette fusion est une première étape fondatrice d'un Mouvement Rouge/Vert. Elle est la condition préalable et indispensable à la rencontre des secteurs issus de ou influencés par les partis de gauche et de l'essentiel du courant écologiste.

Nous situant dans la perspective d'un mouvement vert/rouge européen nous préparons ainsi les prochaines échéances européennes (marché unique - élections).

C'est en même temps l'occasion de rechercher et de créer les conditions d'une liste unitaire aux européennes.

Le PSU réuni en Congrès à Angers, les 16-17 et 18 décembre décide :

1/- de réunir un conseil national avant l'été adoptant un manifeste des autogestionnaires

2/ - de tout mettre en œuvre pour réaliser en 1989 cet objectif de rassemblement qui se concrétisera par un Congrès fondateur.

Le processus mettra quelques mois pour tester la réalité des convergences (notamment à l'occasion des municipales et des européennes) et mettre en place les structures d'unification. Il devrait s'achever avant la fin de l'année 1989.

1/ - Le PSU souhaite la création d'un organe de presse commun aux différentes composantes ayant vocation à s'unifier.

Dans cette optique, le PSU est prêt à ce que son hebdomadaire "Autogestion, l'alternative" serve de base à ce projet.

2/ - Le PSU propose d'organiser des rencontres par thèmes ou par secteurs pour confronter les réflexions et les pratiques et favoriser les rapprochements (syndicalisme et luttes dans l'entreprise - pratiques locales - écologie - Europe).

3/ Le PSU propose la mise en place de comités de préparation pour le Congrès de fondation entre tous ceux qui souhaitent construire ce mouvement - au niveau local, régional, et hexagonal.

4/- Les initiatives liées à cette période transitoire posant des problèmes matériels et financiers, la mise à disposition commune des moyens nécessaires devra être envisagée par les diverses composantes.

**Pour 4 585 - Contre 203
Abstentions 648- NPPV 27**

17^{ème} Congrès National PSU Angers
16-17-18 Décembre 1988

De nombreux organes de presse et de télévision ont fait état de la dissolution du PSU. Cette information est erronée. LE PSU existe et fera de l'année 89 le moment essentiel de la construction d'un mouvement Rouge/Vert à venir.

Nous rappelons les termes essentiels de la résolution adoptée à ce sujet le week-end dernier aux termes du 17^{ème} Congrès du PSU à Angers, résolution adoptée à une quasi unanimité (83% pour, 13% abstentions, 3% contre) : " Le PSU a soutenu et a participé à la clarification du projet politique des Comités d'initiative pour une Nouvelle Politique à Gauche (ex Comités Juquin), qui a permis l'affirmation d'une orientation cohérente socialiste, autogestionnaire écologiste et unitaire qui a aboutit à la constitution de Nouvelle Gauche.

En même temps, le PSU appelle les autogestionnaires, les écologistes et toutes les forces alternatives à participer en 1989 au rassemblement pour cette nouvelle force politique, démarche dans laquelle nous entendons nous engager collectivement.

C'est bien de la fusion unificatrice de ces courants au terme d'une élaboration collective et d'une pratique commune qu'il s'agit."

Jean-Claude Le Scornet
Secrétaire National du PSU

le 20 décembre 1988



A la tribune, Marc Gicquel et Jean-Luc Le Scornet

Explication du vote d'abstention sur la motion de résolution

Nous apprécions l'effort fait par la grande majorité de la commission des résolutions pour faire progresser le débat et tenir compte des différentes positions ou sensibilités qui s'y sont exprimées.

Le texte de l'appel et le règlement des questions de direction représentent un pas en avant dans la position du PSU.

Mais le problème central n'est pas tant que les documents reflètent l'une ou l'autre position ou qu'ils aient progressé sur tel ou tel point, il est de savoir si les textes expriment une ligne politique capable non seulement de produire un consensus largement majoritaire mais de permettre une initiative politique concrète ou un ensemble d'initiatives concrètes en cohérence avec le projet de dépassement du PSU et de participation spécifique au processus de

construction du mouvement de la Nouvelle Gauche.

De ce point de vue, le texte d'orientation de la résolution reste réticent et contradictoire reflétant une position d'extériorité et de spectateur à l'égard du mouvement en construction. Nous craignons une situation d'attentisme de fait perpétuant une situation d'incertitude quia parfois caractérisé le comportement du PSU.

Cette incertitude n'est pas due à l'absence d'efforts et d'engagement de camarades qui ont fait fructifier le patrimoine politique et culturel du PSU dans la construction du mouvement comme l'a démontré l'issue des Assises des 3-4 décembre 1988. Cette incertitude est due au fait que dans la pratique s'est révélée une difficulté à interpréter et donc à gérer dans un sens univoque la proposition de

dépassement du PSU adoptée au Congrès de Bourg en Bresse.

Au delà des faux dilemmes entre qui veut conserver et qui veut liquider le patrimoine du PSU, on constate la grande difficulté collective d'utiliser l'entité PSU pour mettre en œuvre le mouvement politique nouveau que nous affir-

mons souhaiter.

On le voit dans la difficulté de poser des actes concrets - à propos du journal ou du local ou des formes d'organisation - qui aurait marqué, au-delà des affirmations de bonne volonté la détermination effective de participation au processus tout en élaborant ensemble

une contribution spécifique prenant en compte le patrimoine politique et culturel du PSU.

**J.P. Hébert
Lanig Le Disloquer
B. Ravenel**

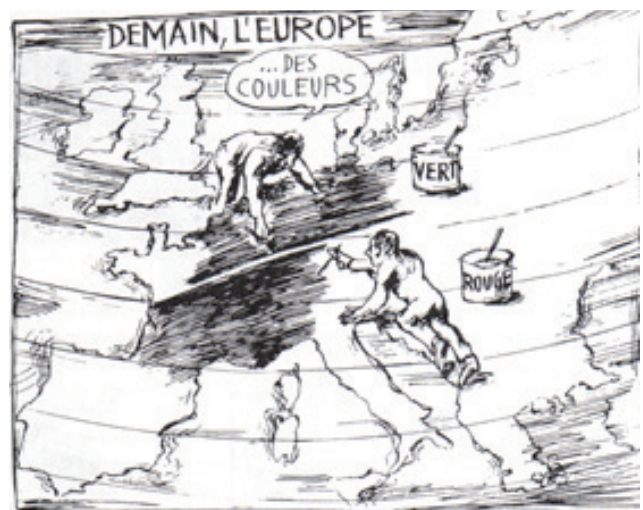
Motion élections européennes

Le PSU participera aux échéances européennes de Juin 1989.

Engagé dans une dynamique de rassemblement pour un socialisme autogestionnaire écologiste et unitaire, il développera d'ici là tout contact avec les forces politiques de France et d'Europe attachées à l'écologie et l'autogestion.

Rejetant l'Europe du marché unique de 1993, le PSU fonde son projet de transformation sociale dans une perspective européenne qui ne peut être émancipatrice que si elle relève sept défis de notre monde actuel :

- Tendre au plein emploi par une réduction substantielle du temps de travail et mettre en place une protection sociale unifiée de haut niveau ;
- Maintenir l'emploi au sein d'une Europe agricole satisfaisant ses besoins et stopper l'exploitation alimentaire des pays dominés ;
- Mettre fin au risque de guerre en allant vers une Europe de la sécurité commune par le désarmement ;
- Restaurer les équilibres écologiques ;
- Etablir des relations égalitaires avec les pays aujourd'hui dominés ;
- Instaurer une entière citoyenneté pour tous ceux qui résident de façon durable en Europe, quel que soit leur pays d'origine ;



- Rejeter le centralisme et la bureaucratie dans une Europe des régions où les citoyens, les travailleurs, les peuples, les régions sont les acteurs et les cadres prioritaires de la transformation sociale.

C'est cette Europe qu'il nous faut construire, une Europe où l'on vit et travaille autrement, qui refuse les exclusions sociales, une Europe unifiée pacifique, égalitaire et solidaire.

**Adoptée à l'unanimité
moins une abstention.**

17^{ème} Congrès National PSU Angers
16-17-18 Décembre 1988

Commission Municipales Projet de résolution

Le PSU sera présent aux élections municipales :
- pour s'opposer à la droite,
- pour affirmer sa volonté de participer à la gestion municipale sur la base d'engagement clairs.

Les candidats PSU mettront en avant les préoccupations essentielles, contenues dans la charte municipale, en particulier :

- * l'autogestion : fonctionnement démocratique du conseil municipal et participation de tous aux affaires publiques, en particulier les jeunes et les immigrés ;
- * la solidarité et la défense de l'emploi ;
- * l'écologie et l'environnement.

A l'occasion de cette campagne, le PSU se situera dans la perspective de la constitution d'une nouvelle force politique avec la Nouvelle Gauche et ses candidats auront une étiquette de référence Ecologie et Autogestion.

Selon les situations locales, les candidats PSU seront présents :

- soit sur des listes d'union des forces de gauche en étant précisé qu'ils ne participeront pas à des listes sous l'étiquette majorité présidentielle, ni à des listes intégrant des représentants de la droite ;
- soit sur des listes autonomes, éventuellement avec les Verts à condition que ces listes ne soient pas de simple témoignage.

Enfin, le PSU souligne le rôle positif joué par la Fédération des Elus Autogestionnaires en tant que lien d'échanges et de formation et œuvrera à son renforcement.

Voté à l'unanimité moins un refus de vote et trois abstentions.

Motion présentée par Paul Oriol soutenue par la Fédération des Yvelines

Le PSU a, depuis longtemps, affirmé son attachement au droit de vote, à toutes les élections, pour tous les résidents quelle que soit leur nationalité.

Aujourd'hui, un premier pas peut être franchi. C'est pourquoi le PSU est partie prenante, sans réserve, du « Collectif 89 pour l'Egalité » qui mène une campagne de signatures pour le droit de vote aux immigrés aux élections locales.

Après le « suffrage universel » réservé aux hommes, étendu ensuite aux femmes, aux 18-21 ans, cela constituerait une nouvelle étape vers un suffrage véritablement universel.

Le PSU appelle toutes les organisations favorables à cette revendication à se retrouver au sein de « 89 pour l'Egalité » et engage ses militants à se joindre sans tarder aux collectifs locaux pour qu'un débat s'instaure et qu'un million de signatures soient rapidement réunies.

Organisations membres de "89 pour l'Egalité" :

AEC, CFDT, CGT-Correcteurs, CIMADE, CNFAL, CNAL, DDEN, FCPE, FEN, FID (progressistes Turcs de France), FIDL, JCR, JEC, LCR, Ligue de l'enseignement, Mémoire Courte, MJCR, MRG, Mouvement des Réno, NAR, NG, PSA, PSU, Ri-poste, SAF, SM, SNI-PEGC, SNJ, SOS Racisme, UNEF-ID. au 16 décembre 1988.

Motion

Le Congrès mandate la Commission Statutaire pour élaborer des propositions à remettre au Parti et à la Direction Politique garantissant le fonctionnement démocratique, autogestionnaire et collégiale de la nouvelle formation issue du Congrès de fusion.

1 contre - 1 abstention - 1 refus de vote

1989... une nouvelle année

Une année de création, création qu'il nous faut réussir avec tous nos efforts, qu'il nous faut réussir collectivement...

Cela nécessite de notre part à tous un engagement important car il n'est pas question de ne s'investir qu'à moitié dans cette démarche...

Il va falloir y mettre tous nos efforts...

Oui, le PSU a une responsabilité considérable (tous les journaux ont rendu compte de ce 17^{ème} Congrès même si c'était pour enterrer un peu vite la boutique... à nous maintenant de leur montrer que le rôle du PSU est loin d'être achevé.)

Il va falloir prendre des initiatives au niveau local et régional comme au niveau hexagonal, il va falloir confronter des pratiques et des idées.

Il va falloir être partie prenante de la bataille des municipales, présents partout où existe la possibi-

lité de faire réellement changer les choses au quotidien.

Il va falloir aussi renouer le dialogue avec ceux qui nous ont quitté par lassitude, par découragement mais qu'un réel espoir de rassembler un large courant politique et social peut de nouveau mobiliser.

Il va falloir retrouver de vieilles complicités.

Cela va nécessiter du temps, beaucoup d'énergie mais, je l'espère, bien du plaisir aussi ; celui en tout cas, je le souhaite de toute ma volonté, de mener à bien fin 89 cette ambition de création.

Il me reste à vous souhaiter, à nous souhaiter bon courage et bonne année à tous points de vue...

1989 peut commencer

Marie-Françoise Pirot

Appel aux autogestionnaires

1989 doit être l'année de création d'une nouvelle force politique.

Les militant(e)s du PSU ont largement contribué au processus qui a conduit les comités Juquin à la création de la nouvelle gauche.

Ils s'engagent clairement et collectivement dans une démarche devant aboutir, après expérimentation des convergences politiques et de pratiques communes, à la fusion entre la Nouvelle Gauche et notre organisation.

Mais, au-delà des forces regroupées aujourd'hui dans ces deux formations, il s'agit de rassembler, à échéance d'un an, un large courant politique et social.

Le PSU appelle les groupes et courants avec lesquels dans ces deux formations, il a entrepris des premières démarches de convergence à prendre toute leur place dans le processus de rassemblement qui s'engage.

Parti Socialiste Autogestionnaire, le PSU appelle ceux et celles qui ont cru possible de faire du PS un outil de transformation, même partielle de la société à prendre acte de sa paralysie politique, les militants confrontés aujourd'hui à la glaciation du mouvement syndical à donner toute sa crédibilité au processus

Ensemble, il s'agit aujourd'hui de participer activement durant toute cette année 1989 aux comités de préparation du congrès de formation de cette nouvelle force politique pour le socialisme, l'autogestion et l'écologie.



Unanimité moins 7 abstentions

Motion Basque

La construction de l'Europe de la Justice reste à taire ; En attendant que la construction de l'Europe des polices fonctionne.

Jean-Philippe Casabonne a donné son adresse à des Basques ; pour cette raison, il est en prison depuis un an et demi ; de plus ses avocats français ne peuvent pas plaider ; ceci est Inacceptable dans des pays européens démocratiques.

Le Congrès du PSU, en accord avec de nombreuses organisations démocratiques basques et françaises, demande la libération immédiate de Jean-Philippe Casabonne et son retour dans son emploi et ses études en France.

Le Congrès du PSU se réjouit de la libération de sa militante Pierette St Miqueue.

**1 contre, 1 abstention,
1 retus de vote.**



Congrès PSU Angers. Vue de la salle

**17^{ème} Congrès National PSU Angers
16-17-18 Décembre 1988**

Motion

En 1988 la réélection de F. Mitterrand - malgré le peu d'illusions que nous avons - pouvait laisser espérer une amélioration des conditions de vie compte tenu des discours entendus pendant la période Chirac.

Les miettes accordées aux travailleurs et notamment dans la fonction publique ont entraîné des manifestations massives.

Les organisations syndicales (hors CGT) plus ferventes à discuter dans les salons des ministères qu'à écouter les voix montantes des travailleurs syndiqués ou non, ont été dépassées. On a vu éclore les « coordinations », véritable témoignages catégoriels certes mais porteuses d'union à la base, significatrices surtout du ras le bol de l'austérité, des mauvaises conditions de travail et du cassage du service public.

Tel le volcan qui s'est contenu trop longtemps, le monde du travail, à la surprise générale, a surgi dans la rue. Mouvement spontané - inorganisé disent les militants syndicalistes qui n'y étaient pas.

Mais des camarades de la CFDT ont pris leur part,

toute leur part dans ces conflits et aujourd'hui la confédération et des fédés le leur reprochent et les censurent. Ils sont devenus des moutons noirs.

La CFDT affirme aujourd'hui haut effort son recentrage amorcé depuis plusieurs années. Aujourd'hui, clairement avec une faible majorité, elle abandonne son projet de société socialiste autogestionnaire, et cherche le rapprochement avec FO, CFTC et CGC, syndicats avec qui les militants de base ont beaucoup de mal à travailler.

Finie la volonté de changement et de transformation de la société, on nous pousse à nous « adapter ». La CFDT par exemple souhaite « moraliser » l'emploi des TUC et considère ce dispositif comme un passage obligé à l'emploi.

Militants syndicalistes, socialistes autogestionnaires aux engagements syndicaux divers, nous pensons qu'il n'est pas possible de se taire. Le Congrès condamne les pratiques d'exclusions et de suspensions.



17^{ème} Congrès National PSU Angers
16-17-18 Décembre 1988

Rapport commission financière

1) Budget 1989

a) Le rapport financier des deux ans écoulés fait apparaître une marge de manœuvre de 300 000 F. au 1er janvier 1989, cela correspond à 6 mois d'activité sous réserve que :

1 - les rentrées des cotisations et reprise de carte (abonnement à 2 A) soient sensiblement identiques à 1988.

2 - que les comptes bancaires des fédés et sections ne soient pas vidés à l'occasion des élections municipales et européennes.

La D.P. du début de l'année devra voter un projet de budget pour l'exercice de 1989 en établissant différents scénarios (cotisation moindre pour double appartenance ? - 2A partagé avec la Nouvelle Gauche ? - Commission et Comité PSU/Nouvelle Gauche ?...)

b) Pour tenir compte de la réalité sur la double appartenance PSU/NG et du paiement de deux cotisations, le PSU décide d'accepter une réduction de 30 à 50% sur les tranches du barème PSU. Les intéressés devront fournir un justificatif de leur double

appartenance.

2) Association des amis de T.S. :

a) rappel :

. Les amis de T.S. détiennent 98% du capital de la SCI Borromée (immeuble) + 2% au gérant M. Gicquel.

. Les amis de T.S. sont les membres de la D.P.

b) Pour préparer dans les meilleures conditions de garantie et de démocratie la fusion envisagée pour fin 1989, le PSU mandate ses adhérents membres des Amis de Tribune Socialiste pour modifier dès janvier 1989 les statuts afin que puissent être membres :

. Les membres de la D.P.

. Les membres de la C.S.

. Les membres du B.P. ou associés

Ainsi constituée l'Assemblée générale de l'association des Amis de T.S. devra présenter avant les vacances d'été un projet sur le devenir de l'association à l'issue de la fusion du PSU avec Nouvelle Gauche.

Le texte sans le 2 b) a été adopté à l'unanimité moins un contre, une abstention et un refus de vote.

Une disjonction a été demandée sur le 2 b). Ce paragraphe a été refusé (6 pour - 38 contre - 10 abstentions et 3 refus de vote).